

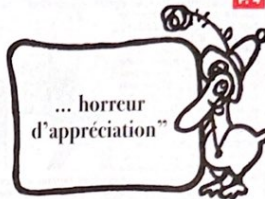
Macron s'est pris tout seul les pieds dans le tapis kanak

Tambouille immobilière chez les académiciens



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



100^e ANNÉE - N° 5403 - mercredi 29 mai 2024 - 1,80 € D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 € - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont. 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 \$ - GB 2 £

Débats à l'Assemblée sur l'aide à mourir Mais Attal aurait plutôt besoin d'une aide à mûrir !



Les fulgurances de Kersauson

« L'AMIRAL » a déjà affalé les votes pour se réfugier, il y a quelques années, en Polyésie. Mais le plus populaire des coureurs d'occidants, bientôt 80 ans aux prunes, met de l'ordre dans ses affaires en donnant au « Point » (23/5) une interview testamentaire avec plein de gros mots dedans. Olivier de Kersauson y évoque au passage la mort, Dieu et saint Augustin. Une circumnavigation qui commence par un petit tour à l'église : « Je ne renie pas le catholicisme, j'en ai vu la grandeur et la beauté car j'avais à remercier de ce que je recevais ». Une part non négligeable de ce don c'est à toutoufiers été dilapidé pendant des années sur RTL et aux « Grosses Têtes ».

Puis soudain le vent fort, et notre homme cingle vers les quarantièmes rugissants : « Je me méfie des intelligences qui n'ont pas de couilles ». Enfin, les redoutables cinquantèmes hurlants : « Je me situe entre le singe et le zébu ». Pourquoi sommes-nous là ? Ou allons-nous ? Avant de mourir, il faut avoir vu le soleil de minuit, la Polyésie et le pôle Sud, on n'y a pas de maisons, pas de cimetières (...), simplement une ribambelle de pingouins. On se rend compte que l'on ne sert à rien et que personne n'en a rien à foutre de vous. Après avoir connu cela, vous pouvez mourir. »

On a échappé de justesse à la neurosclérose du manchot J.-L. L. T.

MBS découpe sa ligne

THE LINE, le projet pharaonique du prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, va connaître, lui aussi, le sort de la scie réservée aux sujets contrainants. Soucieux de ne pas enflammer le grand plan de développement Vision 2030 en englobant 1000 milliards de dollars dans ce beau mirage, MBS a décidé de découper sauvagement les plans de sa mégapole futuriste. Il la voyait bien, pourtant, « révolutionner la civilisation » et « surpasser le génie bâtisseur de la Grande Muraille de Chine ». Au moins.

Cette cité idéale rectiligne de 500 mètres de hauteur sur 170 km de longueur (pourquoi se serrer ?) devant plonger le désert saoudien depuis les rivages de la mer Rouge. Elle ne fera sans doute plus « que » 2,4 km de longueur et logera « seulement » 300 000 habitants, au lieu de 1,5 million.



Discours toujours !

LA « PÉRIODE de réserve » a commencé lundi pour les membres du gouvernement. Pour les jours qui restent jusqu'au scrutin européen du 9 juin, elle les contraint à un régime strict et sec en matière de communication et de déplacements. Et à distinguer clairement dans leur emploi du temps, ce qui est ministériel de ce qui est électoral et, donc, considéré comme militant. Un exercice d'équilibre du genre périlleux, alors que lesdits ministres sont fermement incités par Macron à aller au charbon pour soutenir la candidature maison, en péril dans cette élection. Bardella, même à la peine dans le débat face à Attal, n'en continue pas moins de grimper au firmament sondagier et de se voir créditer, avec 33,5 %, de plus du double des 16 % de Valérie Hayer, laquelle voit Glucksmann de plus en plus près de la dépasser. Mais pas de période de réserve pour Macron.

D'abord parce que, en tant que président, il n'y est pas soumis. Ensuite parce que, même si la majorité apparaît larguée depuis le début dans cette campagne européenne, lui se dit persuadé de gagner, comme en 2019, où c'était déjà le cas, il pourra, en se démenant comme un forcené dans les derniers kilomètres, limiter les dégâts. Pour lui, tout est donc bon pour parler des européennes. Et, de Nourméa à Dreize, il y va sans réserve. Il relance même, entre les deux, sa proposition de débattre lui-même avec Marine Le Pen avant le scrutin européen : « Si on pense que c'est une élection où se joue le destin de la France, ce jeu à sa disposition. La balle est dans son camp. » La balle a

vite été renvoyée en touche par l'intéressée. Laquelle lui demande, pour accepter, de mettre en jeu sa démission ou, au moins, la dissolution en cas de défaite le 9 juin. L'impression d'en faire passer. Même chose pour son voyage en Allemagne, avec là encore, un régal au son de « réveil, tout nous » comme à un meeting de campagne, car, « plus que jamais, l'Europe vit un moment décisif », le moment pour lui de réserver à Dreize des morceaux de son discours de la Sorbonne sur « l'Europe peut mourir si elle prend de mauvaises décisions », de mettre en garde contre la montée de l'extrême droite et d'enchaîner sur la défense européenne. Et, après l'Allemagne, l'agenda français est chargé. Les cérémonies commémorant le 80^e anniversaire du débarquement allié vont lui fournir plus d'une occasion de débarquer sur les lieux de célébration. Chaque cérémonie lui donnera l'occasion, au son du chœur, de parler d'Europe. Il y en aura pour tout le monde, demandez le programme !

Erik Emptoz



La grande peur des milliardaires British

SHOCKING Les ultra-riches desquels nous sommes de plus en plus en quête de sécurité fiscale. Comme le rappelle « L'Opinion » (24/5), le célèbre bar-

marès du « Sunday Times » intitulé « Rich List », paru douze jours plus tôt, déplore de cruelles pertes. Si les frères Hinduja (finance, industrie) et les frères Reuben (métallurgie, immobilier), Leonard Blavatnik (finance, chimie), Jim Ratcliffe (chimie) et James Dyson (aspirateurs) tiennent le haut du lignon, le nombre de milliardaires a chuté de 177 à 165. Misère.

La fuite au Brexit ? Plutôt à la guerre en Ukraine, qui a fait fuir quelques oligarques russes. Ou, comme avant elle, une ONG britannique organisée dans la capitale anglaise des « Kleptocracy Tours », qui faisaient fuir les touristes à la tournée des propriétés de ces cousins d'or enrichis après la fin de l'URSS.

Mais quelques mesures désagréables (hausse de cer-

DEMANDEZ LE PROGRAMME !



L'emploi fait la gueule

SE RAPPROCHER du modèle allemand en matière d'emploi, c'est un peu le grail de Gabriel Attal : moins de 3,5 % de chômeurs outre-Rhin, ça fait rêver ! Pour y parvenir, l'élève a décidé de dépasser le maître... en tapant plus fort sur les doigts des pauvres. Alors qu'aucune étude n'a jamais pu établir de lien entre durée d'indemnisation et retour à l'emploi, le Premier ministre a annoncé la publication, par décret, de nouvelles mesures à l'encontre des chômeurs (« La Tribune Dimanche », 26/5). Si la moitié d'entre eux seulement sont indemnisés en France, à partir du 1^{er} décembre prochain, ils seront encore moins nombreux, tout en percevant l'allocation la plus faible d'Europe. Pour y parvenir, il faudra désormais avoir travaillé au moins huit mois (contre six auparavant) au cours des vingt derniers mois, et la durée de versement n'excédera pas quinze mois (contre dix-huit) pour les moins de 57 ans (seuil établi jusqu'ici à 55 ans). Passé cet âge, l'indemnisation sera limitée à vingt-deux mois et demi (au lieu de vingt-sept). Heureusement, pour « débloquer les recrutements pour les seniors », Attal a inventé un « bonus emploi » qui leur sera versé pendant un an comme compensation s'ils acceptent un job moins bien rémunéré que l'emploi qu'ils ont perdu.

« Nos réformes (c'est la troisième depuis le début de l'ère Macron) ont permis de créer 2,5 millions d'emplois », a assuré le chef du gouvernement. Alors que, le même jour, les services de Matisson indiquaient à « Libération » (27/5) que, par « manque de recul », les « effets » desdites réformes n'étaient pas chiffrables.

Il y en a qui vont se retrouver au chômage ! L. G.

Mauvaises têtes de gondole



A VANT-APRÈS ! Dans l'espoir de limiter la casse, Valérie Hayer, la tête de liste Renaissance aux européennes, a subitement changé de stratégie d'affichage. A la veille du débat Attal-Bardella, le parti présidentiel a fait imprimer à la va-vite de nouvelles affiches avec la tête du chef du gouvernement. En forme dans les sondages, Attal serait plus « vendeur », alors que Macron ferait fuir l'électeur. A moins que ce dernier n'ait plus envie de se montrer aux côtés d'une candidate popularisée par les sondages à un score... moyen ? Ça l'affiche mal !

J.-F. J.

Philippe enfille les gants

DANS L'AVANT-PROPOS d'un petit livre, « Salon vert » (1), consacré au cabinet qui jouxte le bureau présidentiel à l'Élysée, le photographe Alain Guilhaud fait cette confidence aux auteurs : « Je regrette aujourd'hui de ne pas avoir zoomé sur le visage d'Édouard Philippe. Il fixe avec une incroyable dureté Emmanuel Macron, assis juste en face de lui. » La scène se déroule lors d'une réunion le 2 décembre 2018, au plus fort de la fronde des gilets jaunes. « Il se toise en effet, ajoutent les auteurs à propos de l'ancien Premier ministre scrutant le président. Son buste penché en avant et ses poings serrés font penser à un boxer prêt à monter sur le ring. »

Cinq ans et demi plus tard, Édouard Philippe n'attend plus que le résultat des élections européennes pour grimper sur le ring, et il les jette. « C'est étonnant, car c'est la dernière fois que le président se penche sur la hauteur de la situation », lâche-t-il en meeting à Bayonne le 21 mai, pilé-poil au moment où Emmanuel Macron s'envole pour la Nouvelle-Calédonie. En priant, il se jette sur la liste de Valérie Hayer. Une liste sur laquelle figure, à la 76^e place, un candidat nommé Édouard Philippe...

(1) Par Marie-Béatrice Bandet et David Gaillardon, Grasset.

Braun-Pivert haut perché
Autre personnage de premier plan qui émerge en haut lieu : Yann Braun-Pivert. On le sait, Macron n'a pas obtenu son poste de conduire avec Gérard Larcher une mission de dialogue sur la Nouvelle-Calédonie. « Il avait peut-être peur qu'il ne réussisse », ironisait-elle le 21 mai devant quelques députés.

La présidente de l'Assemblée nationale a aggravé son cas en envisageant, lundi matin sur RTL, l'hypothèse d'une déroute aux européennes. « Si j'étais droite est à plus de 35 %, ce sera un fait politique majeur. Nous pourrions pas faire comme si de rien n'était. » Réaction de Gabriel Attal, quelques minutes plus tard, devant ses conseillers : « Il y a ceux qui se battent, vont chercher l'adversaire, prennent des risques en allant débiter à une heure de grande écoute. Et ceux qui, tout à leur stratégie personnelle, s'expriment déjà comme si on avait perdu. »

Mais à quel point bien penser le Premier ministre ?

Autodissolution
A dix jours des européennes, certains pontes de la Macronie fantasment sur une dissolution de l'Assemblée nationale après le 9 juin. Et affinent leurs arguments pour convaincre le chef de l'État.

Un visiteur du sort d'Emmanuel Macron affirme ainsi : « On l'a vu avec Mitterrand en 1986 et en 1993, et avec Chirac en 1997, la situation la plus formidable pour un président, c'est la cohabitation. »

Une situation « formidable » surtout pour les impatients qui rêvent déjà de 2027 ! L'un d'eux insiste : en cas de débâcle de la liste Renaissance, « la seule option optimale, c'est qu'on

LA COHABITATION ?

Des lois votées pour la galerie ?

QUARANTE-QUATRE lois ont été votées durant la session parlementaire 2022-2023. Mais seulement 64 % d'entre elles sont appliquées, pointe la vice-présidente du Sénat, la centriste Sylvie Vermeillet, dans un rapport d'information sur l'application des lois.

Dans ce bilan examiné en hémicycle le 28 mai, la sénatrice du Jura cite plusieurs cas édiants de lois demeurant inappliquées alors qu'elles avaient été « fortement médiatisées par le gouvernement ». La plus emblématique d'entre elles est sans doute la loi pour accélérer le développement des énergies renouvelables. Adoptée en urgence, sur fond d'inflation des prix de l'électricité et du gaz, et « dans des délais particulièrement resserrés », le 10 mars 2023, ce texte contient environ 74 % de mesures inappliquées un an plus tard. « Une loi qui interpelle au regard de l'urgence à déployer les énergies

MACRON EN ALLEMAGNE



projet de loi sur l'audiovisuel soit débattu par les députés les 23 et 24 mai, comme prévu initialement. Et tant pis si Macron, de même qu'Attal, préfère se donner jusqu'à fin juin. Tant pis, surtout, si l'examen de la loi sur l'agriculture n'est pas achevé.

« Elle a tenté des choses qu'on n'aurait pas faites », raconte un conseiller de l'Assemblée. Comme de demander à l'Assemblée, dans le dossier du gouvernement, de faire passer la loi sur l'audiovisuel.

Comparé à d'autres, sûr qu'il en fait beaucoup.

Taïaut, voilà Retailliau !
La campagne n'est pas encore finie que le vague à l'âme gagne déjà certains piliers Rep. Malgré les bons points décernés à François-Xavier Bellamy, le patron des sénateurs LR, Bruno Retailliau, ne voit pas le bout du tunnel.

« Il y a une candidate de trop pour que nous puissions perdre », c'est Marion Maréchal, a-t-il confié à des journalistes ce week-end.

Écrasés par le mano a mano RN-Renaissance, les Rep surmontent péniblement. Et Retailliau, qui s'est opposé, en interne, au maintien de Nadine Morano et de Brice Hortefeux en positions éligibles, regrette : « Un an après la fin de la campagne, on ne peut pas dire que la rupture avec les années Sarkozy-Li a, en passe d'être, alors qu'on aura vu le rôle de... »

Pour l'instant, c'est plutôt un bad buzz qui s'annonce.

Un diner qui ne passe pas
Près de deux ans après le fastueux « diner des sommets » que Laurent Wauquiez avait organisé en juin 2022, pour la modeste somme de 1000 euros par tête de pape, on va enfin savoir qui étaient les petits venards conviés à ces agapes dans un château de Beaulieu, dont « Le Canard » (19/10/22) s'est fait l'écho à la suite de Mediapart.

Ainsi que le révèle « Le Dauphiné libéré » (26/5), le tribunal administratif vient de condamner la région Auvergne-Rhône-Alpes, dont Wauquiez est le président, à communiquer la liste des invités au conseiller régional socialiste Jean-Louis Cassa, auteur du refus. Et ce dans un délai de quinze jours. La région veut faire appel du jugement, mais elle n'en a pas le droit.

C'est ce qui s'appelle être de méche.

Macron gratie Beaune
Après avoir critiqué la loi Immigration, le même Clément Beaune était tombé en disgrâce auprès d'Emmanuel Macron et avait été écarté du gouvernement lors du dernier remaniement. Mais son soutien actif à la campagne de Valérie Hayer a été remarqué par le chef de l'État, qui lui a proposé d'intégrer sa délégation pour l'accompagner en Allemagne, du 26 au 28 mai. Devant des proches surps

a rejoint la salle d'attente, comté le monde. Elle a écrit, téléphone en main, pendant une heure et demi, le 14, quand, à Nomen, le Président a visité le commissariat central puis échangé avec des jeunes, elle n'était pas la non plus.

Pour le trajet retour, pas de problème d'escalier : ils l'ont aisée sur place quelques jours supplémentaires.

Avec un téléphone portable ?

pour concrétiser ses ambitions mondiales.

Il prend d'ores et déjà soin de s'afficher, tout sourire, sur les estrades de campagne en compagnie de Pierre-Yves Boursarel, un numéro un parisien du parti Horizons, qui avait déjà les yeux couteaux lors du Dail avait été nommé à la Culture et à la Culture du XVIII^e arrondissement estimé qu'il y avait « un côté Trump chez elle ».

Très proche des milieux loyalistes, Jeremy Coste - c'est son nom - recarde en direct le Premier ministre. Les deux ténoristes cultivent des liens particuliers : ancien poolman d'André Santini (UDI) à Issy-les-Moulineaux, Coste a été défilé par Attal lors des dernières législatives, avant de devenir son collaborateur.

C'est ce qu'on appelle un agent double ?

Dati sur son tracteur
Rachida Dati a mis toute l'assistance dont elle peut se montrer capable pour que son

des députés Jean-Philippe Tanguy et Sébastien Chenu, il avait cherché à obtenir de ses interlocuteurs un changement de ligne. Et plaide pour un alignement sur Giorgio Meloni.

La Première ministre italienne est la fois un fervent soutien de Zelensky et un pro-Tout. Tout le contraire de Le Pen, qui, elle, a l'admiration pour l'Europe et préfère

Salvini à Meloni. La cheffe adresse un net sans ambiguïté à son dauphin et pousse la cruauté jusqu'à lui rappeler ses engagements de jeunesse. Bardella a en effet fréquenté, en 2016 et en 2017, le Cercle Pouchkin, une officine pro-écroisée par le député européen Thierry Mariani en 2015. Ses amis racontent que la tête de liste du RN aux européennes refusait la disqualification qui pouvait être faite de l'Europe après l'adhésion à l'Union européenne. Et que le président russe était une figure alternative à l'hégémonie américaine.

Un an après comme Bardella à Le Pen ?

■ Le Grand Remplacant, Standaard Editions, 230 p., 20 €

minimales

Macron vante les mérites de sa retraite pour réduire le déficit et relancer l'activité (« L'Express », 23/5) : « Constante cohérence, confiance et croissance ». En toute modestie.

Gabriel Attal s'essaye à la métaphore automobile dans « La Tribune Dimanche » (26/5) : « Si nous ne réformons pas l'assurance-chômage aujourd'hui, nous risquons de caler sur la route du plein-emploi. Un peu griot, le coup de la panne. »

Dans le même registre, le locataire de Matignon ajoute : « Cette réforme, c'est donc le carburant qui nous permettra de continuer à travailler dans notre pays. » Au prix de l'essence, on comprend surtout qu'elle va nous coûter bonbon.

Année triomphale de Gérard Darmanin (« 23/5 ») : Un individu plantant une action violente lors du passage du relais de la flamme à été interpellé. « Surtout que, selon Sud Ouest » (23/5), « cette arrestation n'avait absolument aucun lien avec le relais de la flamme. » Une approximation de plus ou de moins.

La sécheresse dans les Pyrénées-Orientales donne des migraines au ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu (« L'Indépendant », 21/5) : « Aujourd'hui, nous avons à la fois des forages non déclarés qui pompent de l'eau sans autorisation et des forages qui sont en cours de construction. » On n'y comprend guère.

Inauguration par la ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, d'une fête à Troyes (« Libération Champagne », 25/5) : « C'est une première pas vers la création de diplômes européens. Une belle promesse pour la jeunesse européenne (...). Une promesse d'espoir pour tous ceux qui croient en une Europe forte (...). Y aurait pas des élections, bientôt ? »

Tout donner, ne rien lâcher. Valérie Hayer est à fond, dans « L'Union » (26/5) : « Avec l'Europe, nous battons les conditions de notre sécurité, l'ouverture des traités commerciaux et des marchés. Et nous marcherons sur l'eau. »

Nous ne sommes que deux à avoir battu Mme Le Pen à une élection. « M. Macron et moi », insiste Xavier Bertrand dans son énième déclaration de candidature à l'élection présidentielle (« L'Indépendant », 23/5). Un argument qui, pourtant, n'avait pas fait mouche en 2022.

EUROPÉENNES / APRÈS-DÉBAT ET CONFUSION

« Moi, j'ai été convaincu ! »

« J'ai voté Attal ! »

La France dans le viseur du FMI

IL Y A PARFOIS DES coïncidences malheureuses : le 23 mai, Emmanuel Macron a été interviewé par un journaliste de l'agence économique et budgétaire hexagonale. Tout au long de ces neuf pages qui sument l'auto-satisfaction, un seul leitmotiv résonne : « Notre stratégie économique est optimale. »

Ce point positif, les experts du FMI s'attendaient aux prévisions budgétaires du gouvernement. Et anticipent un déficit public de 3,5 % du PIB en 2027.

Il ne faudrait donc pas se contenter de réaliser 20 milliards d'économies en 2024 puis en 2025, mais au moins 10 milliards de plus. Sinon, « en l'absence de mesures sup-

De Jordan Bardella, lors de son débat avec Gabriel Attal (France 24/5) : « Je n'ai pas besoin de lire les lois avant de les voter. » Le meilleur moyen de ne pas être influencé !

L'atmosphère de campagne de la loi sur la culture à Paris et la province est explosive : « sur CNews », en exclusivité, le parcours exceptionnel d'un des derniers dinosaurs de la politique. Paroles d'expert.

Le concert de Bruce Springsteen au Velodrome de Marseille a été annulé (« La Provence », 25/5). Le départ de Jean-Claude Gaudin a laissé « le Bosa » sans voix.

Roselyne Bachelot minimise le fossé entre Paris et la province concernant l'accès à la culture (« Marianne », 23/5) : « C'est en fait un échec. On a pu obtenir un faire de plus ? On ne va quand même pas installer la Comédie-Française à Riomorini et l'Opéra de Paris à La Ciotat. Encore moins le Centre Pompidou à Metz ou le Louvre à Lens ! »

Cette alerte du « Monde » (26/5) : « Ces grosses et petites bêtes de Seine qui risquent de gâcher la baignade olympique. Anne Hidalgo pourra bien être ministre, mais elle ne pourra pas installer la Comédie-Française à Riomorini et l'Opéra de Paris à La Ciotat. Encore moins le Centre Pompidou à Metz ou le Louvre à Lens ! »

En déplacement à Monaco, le député des Français de l'étranger Stéphane Vogetta manque de bois pour évoquer, dans « Nice-Matin » (20/5), la lutte contre le blanchiment d'argent. Rien n'est décidé, s'il faut [il] avoir une décision négative, les conséquences resteraient à déterminer. Pas de panique !

Au concours : Ma binette partout, notons la candidature de l'ancienne sous-ministre Béatrice Goussier, l'agent énième déclaration de candidature à l'élection présidentielle (« L'Indépendant », 23/5). Un argument qui, pourtant, n'avait pas fait mouche en 2022.

EUROPÉENNES / APRÈS-DÉBAT ET CONFUSION

« Moi, j'ai été convaincu ! »

« J'ai voté Attal ! »

La France dans le viseur du FMI

IL Y A PARFOIS DES coïncidences malheureuses : le 23 mai, Emmanuel Macron a été interviewé par un journaliste de l'agence économique et budgétaire hexagonale. Tout au long de ces neuf pages qui sument l'auto-satisfaction, un seul leitmotiv résonne : « Notre stratégie économique est optimale. »

Ce point positif, les experts du FMI s'attendaient aux prévisions budgétaires du gouvernement. Et anticipent un déficit public de 3,5 % du PIB en 2027.

Il ne faudrait donc pas se contenter de réaliser 20 milliards d'économies en 2024 puis en 2025, mais au moins 10 milliards de plus. Sinon, « en l'absence de mesures sup-

plémentaires, la dette [française] atteindrait 112 % du PIB en 2024 et augmenterait d'environ 1,5 point de pourcentage par an à moyen terme. »

Le Maire
Après avoir souligné que la France battait des records en matière de prélèvements fiscaux et sociaux, les experts du FMI suggèrent, non pas d'augmenter les impôts, mais de s'attacher à des dépenses sociales, par exemple, pour réduire l'indemnisation des chômeurs.

Tout en limitant les dépenses des collectivités locales, en traitant dans les mêmes modalités des entreprises telles que le crédit d'impôt recherche et en créant de nouvelles taxes notamment sur les carburants et le transport routier, pour financer la transition écologique.

Sans ruse, Bruno Le Maire a vu dans le document du FMI une « validation de la stratégie économique et sociale du gouvernement » (APP, 26/5). Si, le 31 mai, l'agence de notation américaine Standard & Poor's dégrade la note de la France, comme le prévoit beaucoup d'experts, Macron et son ministre de l'Économie y verront-ils une « validation » de leur stratégie budgétaire depuis sept ans ?

La parade autoritaire de Macron a buté sur un Caillou

L'escapade présidentielle en Nouvelle-Calédonie n'a rien réglé. Les changements de pied permanents du chef de l'Etat ont érodé sa crédibilité.

A PRES dix-huit heures de com' sur le thème « L'ordre, c'est moi », Macron est reparti le 24 mai vers la métropole, en laissant l'île dans le même état qu'il avait son arrivée : une pétardière ! Pire, alors que le chef de l'Etat, en plein vol, a été informé qu'un policier venait de tuer un manifestant kanak. Le procureur de la République de Nouméa, sept décès en dix jours : tel est le drame de la Nouvelle-Calédonie, le corps électoral du Caillou Macron s'est pris les pieds dans sa cape de super-héros.

En décidant de passer en coup de vent, il entendait montrer qu'il était le seul à pouvoir, par son unique présence, résoudre la crise néo-calédonienne. Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, jugé trop volubile, a été sommé de la boucher. Les ministres qui l'accompagnaient, le rang de figurants, eux, ravalés au rang d'acteurs, ont été pris d'angoisse. L'intérieur, des Armées et la sous-préfecture de l'Outre-Mer ont été pris d'angoisse. Les dignitaires kanaks, rencontrés par le président, ont été pris d'angoisse. Dans la délégation figurait Christian Tein, le leader de la CCAT — une



branche du mouvement indépendantiste à l'origine de la rébellion que Darnaud, avant d'embarquer dans l'avion présidentiel, avait qualifié d'« organisation mafieuse ». Habile. A l'issue de la rencontre, le chef de la CCAT confiait à ses troupes : « Tout le bordel, tout le bazar qu'il y a, j'ai dit à Macron, face à ça, c'est ton mec à toi qui a le sang sur le nez, des deux gendarmes et des quatre morts ». Le mec ainsi désigné n'était autre que Gérard Darnaud,

on comprend mieux pourquoi il a fait la tête durant tout le séjour. Sa collègue Marie Guévenoux, elle aussi, eu droit à sa soupe aux cailloux. Tenue par le Château de l'écrit d'une rencontre avec les loyalistes, Macron leur a confié qu'il était prêt à aller au référendum national sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Quarante-huit heures plus tard, en visite d'Etat en Allemagne, il faisait marcher derrière lui la grosse. Deuxième exemple, dans le vol pour Nouméa, il a parlé d'« émeutes d'une jeunesse non politisée ». Sur place, devant des flics, il a évoqué « un mouvement d'insurrection absolument inédit ». Sous-entendu, politique.

allait perdurer, le chef de l'Etat a annoncé quelques heures plus tard le contraire.

Il est vrai que la pensée du super-héros du Château n'est pas toujours facile à suivre. Premier exemple : lors d'une rencontre avec les loyalistes, Macron leur a confié qu'il était prêt à aller au référendum national sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Quarante-huit heures plus tard, en visite d'Etat en Allemagne, il faisait marcher derrière lui la grosse. Deuxième exemple, dans le vol pour Nouméa, il a parlé d'« émeutes d'une jeunesse non politisée ». Sur place, devant des flics, il a évoqué « un mouvement d'insurrection absolument inédit ». Sous-entendu, politique.

Archipel à tartes

Troisième zigzag : à peine posé sur la grande île, il a prévenu que le rétablissement de l'ordre serait le préalable à toute discussion. Une éternité qui s'est vite ramollie : les trois hauts fonctionnaires envoyés spéciaux de Macron à Nouméa ont été « encouragés » à dialoguer alors que les barages étaient encore très loin d'être tous démantelés.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir mis le paquet. Macron avait ordonné à Darnaud et à Lecornu de faire dévaler un millier de tonnes de gendarmes supplémentaires, plus deux compagnies de légionnaires parachutistes du 2 REP pour tenir le port de Nouméa et les deux aéroports. Un déploiement de force qui n'empêche pas le fouteur. Le patron local des taxis, jugé incomplet, a été mis sur la touche. Envisagé en urgence sur place, la numéro deux de la Direction générale de la police nationale a pris le relais. Quant à l'appareil judiciaire, il est complètement à la ramasse. La désorganisation qui frappe le tribunal a notamment empêché de juger des émeutiers en comparution immédiate. La seule manière de ramener le calme aurait été de geler le procès de l'Etat de bel. C'est la seule chose sur laquelle Macron n'entend pas pour l'instant se rendre Drot dans ses poussettes malgré un gros caillou dans la chaussure.

Didier Housseau et Christophe Lobbe

RÉSOLVER LE PROBLÈME CALEDONIEN



Numérique : plus souverain, tu meurs !

QUATRE MILLIARDS d'euros versés par Microsoft, 1,2 milliard par Amazon, sans oublier les centaines de millions de Google, qui ambitionnent d'ouvrir un centre de recherche sur l'intelligence artificielle à Paris accueillant 300 chercheurs... Qu'elles sont nombreuses et généreuses, les fées qui se penchent sur le cloud (espaces dématérialisés de conservation des données) : souverain « français ».

D'un autre côté, les Gafam sont encore bien plus généreux à l'étranger. Amazon Web Services (AWS), filiale spécialisée dans le cloud, vient d'annoncer 15,7 milliards d'investissement en Espagne, et la bagatelle de 7,8 milliards en Allemagne. « Las ! Les géants américains ont beau truffer leurs annonces de « souveraineté » à chaque ligne, le fameux cloud numérique souverain français, à l'instar de ses homologues européens, garde un goût persistant de sauce yankee.

« C'est de la souveraineté-washing, du marketing pour faire plaisir aux gouvernements », sans oublier les centaines de millions de Google, qui ambitionnent d'ouvrir un centre de recherche sur l'intelligence artificielle à Paris accueillant 300 chercheurs... Qu'elles sont nombreuses et généreuses, les fées qui se penchent sur le cloud (espaces dématérialisés de conservation des données) : souverain « français ».

Une correspondance très loyaliste

EN COUVRAINT la crise qui déchire la Nouvelle-Calédonie, certains médias oublient un peu... l'indépendance journalistique. Pour assurer « correspondance de Nouméa ».

« Le Parisien » fait appel à une certaine Elizabeth Nour, militante historique de la cause loyaliste dans l'île. Arrivé sur le Caillou il y a trente-huit ans pour participer au lancement de Radio Kymé Bleu par l'Ex-PRC de Jacques Lafleur, cette scénariste en est devenue aujourd'hui la directrice. Au micro de sa station locale, participante d'Europe 1 (Bolloré), la consœur livre ses billets d'humeur avec une foi inébranlable. La Nouvelle-Calédonie n'est pas une émeute indépendante mais bien « une guerre planifiée », menace

par des « jeunes alcoolisés et cannabisés », derrière lesquels se cachent des « commanditaires », voire des « ennemis de l'intérieur ». Bigre !

Dans « Le Parisien », sous la plume de cette fille de militaire, dont le frère André Nour fut jadis adjoint FN des Merges à Vitrolles, les milices d'auto-défense caldoches deviennent de sympathiques « collectifs de citoyens qui assurent la sécurité » et incarnent la solidarité, face à des Kanaks « délinquants », et à des membres du FNKS « profondément divisés ». Mais jamais interviewés...

La Macronie ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Le 6 décembre dernier, à Nouméa, Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, a rendu à cette

consœur engagée les insignes de chevalier de l'Ordre national du mérite. La brave a eu droit à un vibrant hommage sur son « courage d'assumer ses idées et ses amis », avec Jacques Lafleur d'abord, puis « pour Pierre Troger », ex-président droitier de l'île. Lecornu, tout en nuances, a même conclu, à propos de l'engagement de Nour : « Je souhaite, au nom du président de la République, vous en remercier, chère Elizabeth, et vous priver de continuer ». Histoire de « continuer », chère Elizabeth ? faisait bien sûr partie des quatre journalistes locaux qui ont interviewé Macron le 24 mai sur la chaîne publique Nouvelle-Calédonie. La lire, ainsi qu'indépendance, c'est un métier !

C. N.

Purge de généraux fricards à Moscou

POUTINE a mis du temps avant de sévir. Depuis plusieurs jours, des bloqueurs militaires, voire ultranationalistes, l'incitaient à envoyer sa nomenclature des militaires corrompus qui bâissent des fortunes en grand uniforme.

C'est fait, mais les hésitations du président à vie (il vient d'inaugurer son cinquième mandat) pouvaient se comprendre. En pleine guerre, une telle purge au sein de l'armée n'a vraiment rien de très glorieux. D'autant que ce spectacle ne peut que réjouir les « enne-

mis » occidentaux, ainsi que les pays de l'Est jadis occupés par l'Union soviétique et, bien entendu, les Ukrainiens. Les citoyens russes, en revanche, applaudiront, dit-on, par une exposition de linge sale.

Le bilan (provisoire ?) des premières victimes de cette purge, tel qu'il a été présumé par le porte-parole du Kremlin, est mentionné par certains médias russes, est déjà révélateur. Il implique six généraux, parmi lesquels un vice-ministre de la Défense (le ministre, Sergueï Choïgou, lui, a été limogé et recasé au

Kremlin), deux chefs des 20^e et 58^e armées, plusieurs commandants de généraux accusés d'être fricards et une bonne douzaine de hauts gradés et de hauts fonctionnaires du ministère de la Défense. Tous ces braves gens auraient panché sans vergogne dans les folies, crédits accordés par le Kremlin durant vingt-sept mois de guerre, pris leur pourcentage, sur les marchés d'équipements de l'armée et même, parfois, sur les soldes des combattants.

Une bonne nouvelle, cependant. Les droits de l'homme corrompu ont pour l'instant été respectés : aucun n'a été fusillé ni empoisonné au polonium, et personne n'est tombé par une fenêtre ouverte au 6^e étage. Seules sanctions autres que la prison ? Des généraux et des hauts fonctionnaires ont été limogés, placés en détention provisoire, en liberté surveillée.

Ce ne sont pas des magistrats militaires que Poutine avait recrutés dans l'armée pour nettoyer, un tant soit peu les écuries de son armée mais les conquérants du PSB, ce service de renseignement où il a fait ses classes.

A Paris, un membre de l'état-major des armées ne se montre guère étonné. « En économie de guerre, dirigée et contrôlée par un clan au pouvoir, sans comptes à rendre à personne, la corruption est la fraude devenue la bête noire (du patron du pays), qui se gèle d'agir par patriotisme... Et l'exécution des contrats d'armement se fait au pifomètre, à la guéule du donneur d'ordres ».

Moralité : Poutine ne reproche pas à ses généraux leurs crimes de guerre, seulement d'amasser un peu trop de roupies.

Claude Angeli

L'ARRIVÉE SUR LE MARCHÉ DE LA «SNIFFY», UNE POUDRE REPRENANT LES CODES DE LA COCAÏNE, INQUIÈTE



L'uranium du Niger sous surveillance

« **U**N NEUVEAU Libye », voire « une Syrie du terrorisme islamiste ». Selon un conseiller de Macron, ce que pourraient devenir le Niger et, plus largement, l'Afrique centrale. Chassés par la junte de Niaméy, Français et Américains partagent cette crainte.

La surveillance s'exerce à plusieurs niveaux, à commencer par les sites miniers, en particulier les mines d'uranium du nord du pays (5 % de la production mondiale, de 15 à 17 % des besoins français). Paris et Washington redoutent que le Niger fournisse du concentré d'uranium à de nouveaux clients peu recommandables, tels la Chine et, surtout, l'Iran, qui cherche à fabriquer « sa » bombe. En mars, Molly Phoo, la secrétaire d'Etat adjointe

aux Affaires africaines de Joe Biden, a d'ailleurs accusé les militaires nigériens de négocier en secret avec les ayatollahs de Téhéran.

Turcs et astuces

Les satellites espions français et américains sont donc à l'affût du moindre mouvement suspect. Bien sûr, lorsque Paris et Washington disposaient de militaires basés au Niger, cette surveillance était plus facile à mener, notamment grâce aux drones. Mais les généraux Français du dispositif Barkhane ont levé le camp à Noël. Quant aux Américains, qui avaient cru pouvoir composer avec la junte et s'étaient désolidarisés de Macron, ils ont connu l'humiliation de se voir congédier par un simple communiqué de quelques lignes.

Lour contingent d'un millier d'hommes doit quitter le Niger avant l'automne. La désattribution du Sahel est un autre sujet d'inquiétude. Les Occidentaux craignent une progression des groupes terroristes vers le Maghreb et la Méditerranée, mais aussi l'ingérence de la Turquie. En effet, 500 mercenaires turcs proches des Frères musulmans ont déjà posé leurs bottes au Niger. Selon les experts français, leur influence est, pour l'heure, davantage religieuse que militaire. Reste qu'Ankara a offert des drones de sa fabrication au Mali, au Burkina et au Niger, contre la promesse de ménager les intérêts du Grand Turc dans la région.

Et un cadeau n'est jamais gratuit.

Le cheval de Troie allemand des Américains

PARMI les sujets délicats abordés lors de la visite d'Etat de Macron à Berlin, celui du char du futur « s'avère des plus flambants ». Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? ironise un expert militaire. Alors que le projet commun aux deux pays, appelé « Système principal de combat terrestre » (MGCS), n'avance guère, voilà que la Commission européenne se le trouble en chargeant la France et l'Allemagne de conduire chacune un programme parallèle afin de fabriquer ce fameux char.

Ainsi, Berlin a perçu 20 millions d'euros pour le projet Marte, en partenariat avec l'Italie, l'Espagne, la Suède et quelques autres pays de l'Europe. Laquelle, de son côté, dirigera le projet FMBT, également consacré au « char du futur » et aussi génériquement appelé, il rassemblera la Belgique, l'Espagne, l'Italie, la Pologne, notamment, mais aussi l'Allemagne (1).

« Plus personne n'y comprend rien, une chaîne n'est retrouvée pas ses parts », soupire un industriel français. Dans son rapport annuel d'activité, le Gicat, sort de syndicat de 160 fabricants d'armement, s'inquiète à l'idée que la France n'occupe pas « toute sa place » dans le concert européen. Certains ont même proposé, en misant seulement sur la coopération avec l'Allemagne durant ces dernières années, Paris ne s'est-il pas isolé, au détriment de son industrie et de son influence ?

Ne faudrait-il pas se tourner vers des partenaires, telles la Suède, la Belgique ou l'Italie ? A ces questions, les députés Jean-Louis Thiériet (LR) et Jean-Charles Larosière (non inscrit) européens. Certains ont même proposé, en misant seulement sur la coopération avec l'Allemagne durant ces dernières années, Paris ne s'est-il pas isolé, au détriment de son industrie et de son influence ?



Retour des « petits télégraphistes »

Parmi les relais de Total : la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR), basée à Moscou. Guennadi Timchenko, qui fut longtemps son principal contributeur financier, est l'un des premiers oligarques à avoir été sanctionnés du fait de leur proximité avec Poutine. Jusqu'au début de l'invasion de l'Ukraine, il pilotait le conseil économique de la Chambre avec le pédagogue du groupe français, Patrick Pouyannet. Aujourd'hui, c'est le discret patron de l'agence Tsar Voyages qui prend le relais.

Pouyannet et Timchenko, toutefois, veillent toujours à la promotion des bonnes relations entre le Kremlin et le business français resté en Russie. Cofondateur de la CCIFR, il a été nommé en mai, après la nomination de la nationalité russe en septembre 2022.

Des responsables de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe, encore secrétaire du Conseil de la Fédération de Russie il y a quinze jours et quasi alter ego de Poutine, ont échappé de peu aux sanctions, il y a deux semaines. Parce qu'ils représentent le moyen de maintenir un canal direct avec Moscou ?

Conséquence : la CCIFR a pu maintenir l'activité de son Observatoire franco-russe, dont la structure regroupait une cinquantaine d'universitaires ou d'ex-diplomates, souvent rémunérés. Les animateurs, comme Arnaud Dubois, ses animateurs, peuvent donc continuer de relayer auprès de médias francophones une « petite musique » valorisant pour la Russie. Sur sa croissance, le chiffre d'affaires de la CCIFR a augmenté de 3,3 % à 3,5 % en 2022, par exemple, soutenu « par les dépenses militaires (...) et des projets d'infrastructures colossales ».

Et tant pis si, pour le Fonds monétaire international, la progression de plus de 65 % des dépenses militaires s'est faite aux dépens d'autres secteurs industriels. Le 16 mai, un « brief » de l'Observatoire résumait ainsi la situation : « L'effort de défense (sic) reste assez maltraité (...) ». L'essentiel de la population russe vit comme avant, sans que son niveau de vie soit affecté par l'opération militaire spéciale.

Dans la droite libérale post-soviétique, les éléments de langage poutinistes !

Moins subtil, la version russe des sites de la CCIFR reproduit des informations tirées des médias locaux, donc contrôlés, tandis que la version française de l'Observatoire est basée sur des articles publiés dans la presse. Sur sa croissance, le chiffre d'affaires de la CCIFR a augmenté de 3,3 % à 3,5 % en 2022, par exemple, soutenu « par les dépenses militaires (...) et des projets d'infrastructures colossales ».

LE PROJET DE RÉFORME
DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE INQUIÈTE

MAIS... JE NE PEUX PAS
RAYER PRESQUE UN TIER
DES ALLOCATAIRES!!

UN APPEL D'OFFRES? POUR QUOI FAIRE?!

C'EST MOI QUE JE SUIS LE SEUL EXPERT DE FRANCE!

EST MOI QUE SINT LE SEUL EXPERT DE FRANCE!

PAS EXPERT EN MARCHE PUBLIC A PRIORI...

Procédure
Réglement

Voyants extra-lucides

C'est gonflé, tout ça, s'indigne Proglia. Il a justement voulu « limiter le nombre de contrats de conseil de la maison (...) et mettre sous [sa] responsabilité le visa de ces commandes ». Une stratégie qui aurait mérité l'avis d'un consultant.

Marine Babonneau

Illustration - Il y a un spécialiste en France, il est devant vous. Qui s'exprime aussi modestement à la barre, en ce 23 mai ? Alain Bauer, orfèvre en dramaturgie sécuritaire à la Commission européenne. L'ANB Conseil a touché 650 000 euros pour deux contrats sur « les questions dues à la criminalisation de la mondialisation et à la gestion de crise ». L'ancien directeur du maître du Grand Orient de France turbine pour EDF et dispense ses analyses sur « la sécurité, la mise

conseiller d'Etat et proche de Laurent Fabius, embrasse : « Je n'ai jamais répondu à un seul appel d'offres en tant que ministre ». Son cabinet informe l'intelligence économique à la fois des 2,4 millions d'exporteurs de EDF, lui gère des « contrats de guerre économique ».

« Des informations secrètes, discrètes, ajoute-t-il, ça ne se rédige pas dans le cadre d'un marché juridique ! ». Les procès font la moue. « La loi ne fait aucune difficulté à faire du confidentiel tout en répondant à un appel d'offres », rétorquent-ils. Encore des amateurs qui ignorent tout de la vraie expertise.

D'ailleurs, d'encadrement juridi-

**NOUMÉA: FIN DE L'ÉTAT D'URGENCE
ARRIVÉE DE 480 GENDARMES**

a amélioré le moral des troupes. En renonçant, par exemple, au projet de sa prédécesseur, d'embarquer la RATP dans l'aventure des taxis volants. Idem avec les rallonges et les gratifications telle la prime JO (jusqu'à 1 700 euros), pardi !

« Jusqu'à présent, Castex a eu le bon rôle, mais, pour arriver à faire tourner correctement les bus, les métros et le RER, il faudra mener un travail ingrat, d'autant que toutes les activités de la Régie vont être mises en concurrence », analyse un administrateur. Bref, c'est le moment d'emprunter la cor-

a amélioré le moral des troupes. En renonçant, par exemple, au projet de sa prédécesseur, d'embarquer la RATP dans l'aventure des taxis volants. Idem avec les rallonges et les gratifications telle la prime JO (jusqu'à 1 700 euros), pardi !

« Jusqu'à présent, Castex a eu le beau rôle, mais, pour arriver à faire tourner correctement les bus, les métros et le RER, il faudra mener un travail ingrat, d'autant que toutes les activités de la Régie vont être mises en concurrence », analyse un administrateur. Bref, c'est le moment d'emprunter la cor-

pondance RATP-SNCF Un scénario semble féconder le président de Réseau de transport d'électricité, Xavier Piechaczyk, un ex-conseiller de Hollande que Le Monde (7/5) a annoncé la semaine dernière, en la place de Jeannot à la RATP.

Mais peut-on, déontologiquement, sauter d'une boîte publique concurrente à une autre ? Un précédent existe avec Anne-Marie Idrac, passée en 2006 de la RATP à la SNCF. Les boîtes ne se disputaient pas des contrats de TER après des régions. « On en reparlait après les JO, car à jamais la RATP se vautre pendant, les chances de Castex vont forcément fondre », augure un député Renaissance.

Après l'Elysée, il y a eu même plusieurs candidats en réserve.

C'EST QUAND MÊME SUBLIT LA DIFFÉRENCE AVEC L'ÉTAT POLICIER

Lodi

C'EST ce qui s'appelle avoir le sens du timing! Certains départs y sont requis en licenciements « pour

l'une des deux imprimeries
près de Paris. Lors du dernier

CSE, le comité social et économique, une piste a aussi été évoquée pour pallier la hausse des coûts : l'intelligence artificielle. Selon la direction, « certaines tâches pourraient être automatisées ». Arrière-pensée : tailler dans les effectifs, notamment les secrétaires de rédaction, les correcteurs

Des économies en Rafale

La maison Dassault a une obsession : rationaliser – la presse étant un produit comme un autre. « *« Le Figaro » sert de faire-valoir pour vendre spectacles et voyages organisés* », soupire un autre journaliste, une allusion à Ticketet (bil-

en Bafale

La maison Dassault a une obsession : rationaliser – la presse étant un produit comme un autre. « *Le Figaro* sert de tire-valet pour vendre spectacles et voyages organisés », soupire un autre journaliste, une allusion à Ticketac (billetterie), Marco Vasco (circuits sur mesure) et Les Maisons du voyage, propriétés du groupe.

La distribution est désormais externalisée. Fini, les livreurs

Certaines zones en Ile-de-France ne sont plus desservies pour limiter le coût, alors on passe par La Poste », explique un syndicaliste. Le patron vend des avions, mais il a des oursins

La sous-traitance inquiète, elle aussi. « Le Particulier », magazine économique propriété du groupe, n'assure plus lui-même sa mise en pages. Bientôt l'externalisation de la rédaction ? A son pot de départ du service étranger, en octobre dernier, après trente-trois ans de « Figaro », l'ancien rédacteur en chef adjoint dudit service avait fait un discours : *« Quand je suis entré dans ce journal, c'était Le Bon Marché ; aujourd'hui, c'est Lidl. »*

Louise Schert

Il est l'or

d'espionnage économique déjà constatés : téléphones fouillés lors d'un contrôle à l'aéroport, installation à distance de logiciels espions, et même présence de micros et de caméras sur les distributeurs de café installés dans les locaux d'une entreprise stratégique. Les caméras étaient nichées dans les terminaux de paiement des machines, qui pouvaient être activés à distance.

Reste à savoir si la machine servait du café turc, du café russe ou de l'américano...

L. C.

d'espionnage économique déjà constatés : téléphones fouillés lors d'un contrôle à l'aéroport, installation à distance de logiciels espions, et même présence de micros et de caméras sur les distributeurs de café installés dans les locaux d'une entreprise stratégique. Les caméras étaient nichées dans les terminaux de paiement des machines, qui pouvaient être activés à distance.

Reste à savoir si la machine servait du café turc, du café russe ou de l'américano...

L. C.

Il est l'or

**Il est l'or,
mon senior**
Ce coup de jeune

... aussi la grande che-
mène si Brézet reste
dans les rédactions, c'
est adjoint qui tient les rênes
du journal, lui, se verrait bien
à la place du calife Di-
wan. Qu'en 2027, au moment
de la présidentielle, Brézet a
eu sa son - troisième quinqué-
niat - un record -, son
journalisme. En
finissant, Trémolet fait
des proches, comme E-
bastie. Elle succède
à Thérard, directeur adjoint
de la rédaction rétrogradé
à la culture.

Dans le grand ménage d'automne auquel se livre en ce moment le journal, les discrètes modifications qui ont été apportées à la page 65 ans de plier h

LE HÉROS de la finale de Ligue des champions 1999 remportée par l'OM, est un baratinneur de classe mondiale

[illegible]

La panade? Deux architectes parisiens la connaissent

bien, eux qui ont bossé « deux ans sur le projet » pour des clopinettes. Montant de la douloureuse: 263 884 euros, selon les documents qu'a pu consulter « Le Canard ».

La coupe est pleine
Depuis le 15 février 2023, le gentil Basile ne répond plus aux assignations, aux courriers recommandés ou au téléphone. Il n'a pas non plus donné suite aux questions du Palmipède. Le couple d'archis a du mal à garder la tête froide.

Elle : « On l'a vu porter la flamme à Marseille, là, vraiment, c'était trop... En plus de notre boulot, on a fait bosser des bolles d'ingénierie, de structures. On avait confiance... »

Lui : « Il me parlait de Guy Roux, son père de... »

Je suis même allé à Noyon avec Basile en Bentley. C'est quand j'ai proposé de régler le péage et

Une géomètre-experte qui, depuis deux ans, court après des 14 000 euros ne décolère pas : « Il doit de l'argent ».

« ... j'ai droit de « démissionner » de ces entreprises ! » Les deux architectes, eux, ont lancé une procédure en référé... mais viennent d'être déboulés au motif que « des pièces étaient incomplètes ». « Ce n'est pas flatteur pour moi », reconnaît leur avocat. Mais un (...) assigne [Basile Boli]

Pas faux: pour le moment, l'arrière n'a pas de raisons de s'inquiéter pour ses arrières.



MONNAIE DE LINDE

Deux étudiants américains ont réussi à pirater le réseau de données de CSC ServiceWorks, qui comprend plus de 1 million de machines à laver connectées, utilisables à partir d'une application mobile (bmv.com), 20/5). Ils sont parvenus à « manipuler leur valve pour injecter des millions de dollars virtuels sur leur compte, ou encore localiser et commander toutes les machines à laver du réseau ».

Ah, la mode des machines connectées faciles à pirater... les utilisateurs vont en sortir lessevés !

C'ÉTAIT LE BON TEMPS



SEUL EN SELLE

Scène burlesque sur la course amateur des Routes de l'Oise : le cycliste et businessman italien Giovambattista Rea, connu pour avoir joué dans le film « Le Voleur de la nuit », est suspecté de dopage mécanique (« Le Courrier picard », 22/5). « Il a pris la fuite en voulant se soustraire au contrôle de son vélo », fuit au cours de laquelle le directeur de course [...] a été traité sur le capot d'un véhicule (celle du fuyard) sur près de 300 mètres ».

Le jeu en valait-il la chandelle ? Du premier au dernier, les concurrents de cette course étaient promis au même gain : un simple panier garni ! Certains sont prêts à tout pour la gloire... jusqu'à en perdre les pédales !

L'ESTHÈTE DANS LES NUAGES

Des croisières dans la stratosphère, c'est ce que nous promet une capsule baptisée « Celeste » (« Le Figaro », 24/5). Elle sera « portée par une montgolfière de 25 km de la Terre ». Les matériaux se veulent en adéquation avec l'expérience de « douceur contemplative » : loupes d'orme, cuir, mahair, surlin... Côté écologique, on n'est pas en reste : les tapis sont fabriqués en fibres de bananier, certains tissus sont en Tencel, constitués de fibres d'eucalyptus, et les cuirs sont conçus à partir de champignons... »

A 170 000 euros par personne, le coût du voyage est lui aussi cohérent avec le projet stratosphérique.

FESTIVAL de Cannes

Sous le Festival, la question sociale

« **S**ous les écrans, la déche ». En recevant son Grand Prix lors de la clôture du Festival de Cannes, le 25 mai, la réalisatrice indienne Payal Kapadia a obtenu le badge rouge du Collectif des procureurs - autrefois, les quelque 1500 salariés en CDD qui tournent l'œuvre maudite du Festival. A l'ouverture, la présidente du jury, Gertrud, leur avait apporté son soutien, et une Palme. Du coup, la sécurité, en ayant même interdit l'accès aux scènes.

Principale revendication : que les quelque 3000 à 5000 salariés précaires des différents festivals de cinéma soient rattachés au régime des intermittents du spectacle avant le décret fatal du 1^{er} juillet par lequel Attal va encore durcir le régime de l'assurance-chômage auquel ils sont affilés. Le précédent resserrement du régime général, en 2021, les avait déjà durement touchés. « Une perte de 300 à 600 euros par mois d'indemnisation en moyenne, et certains sont obligés de changer de logement », déclare Camille Chevalier. Elle fait partie des trois représentants finalement reçus le 21 mai par les ministères, sous la menace d'un appel à la grève... Un rassemblement de soutien s'est même tenu, mais pas sur la Croisette, interdite aux manifestants.

Résultat : un haut fonctionnaire va être nommé pour « structurer la filière ». Mais rien sur l'objectif principal : « Nous sommes tous des intermittents ! Il faut que ce régime spécial soit accordé aux procureurs avant toute négociation sur la convention collective », déclare Julien Reil, le délégué général de la Quinzaine des cinéastes, lors de la clôture, le 23 mai.

Le bras de fer va-t-il continuer au Festival d'Annecy, qui s'ouvre le 9 juin ?

David Fontaine

Le Canard enchaîné



CLIM ET CHÂTIMENT

Alors que les températures franchissent les 45 °C dans certaines régions de l'Inde, le travail en extérieur devient particulièrement éprouvant (« Le Parisien », 21/5) : « Pour éviter qu'ils ne s'évanouissent, les autorités de Gujarat, dans l'ouest du pays, ont équipé leurs agents de circulation de casques climatisés... »

Il faudrait en offrir un à Modi, qui a parfois tendance à oublier de respecter les droits de l'homme dans son pays : ça l'aiderait à se rafraîchir la mémoire.

DRÔLES DE ZIGS

MOR GALLAGHER, le ministre des Affaires étrangères du Vatican, adresse un toast à peine valet au pape François, chanteur de la démolition (« Figure », 24/5).

La question fondamentale du désarmement se trouve plutôt mal en point. Il convient d'adopter en ce XXI^e siècle un regard plus visionnaire sur les questions de sécurité... Quant à la puissance militaire, elle est, selon lui, « un moyen d'exercer le droit à la légitime défense prévu par [...] la catéchisme de l'Eglise catholique... »

Et l'autre joue, alors ? On ne tend plus ?

MACRON FERME FACE À LA CHINE

Philippe Lasserre, un cinquantenaire proche des Champs-Élysées, explique au « Figure » (22/5) que le climat est capable de cloquer plus de 1 000 euros pour une nuit se moque des produits d'accueil souvent offerts dans les hôtels : « Ce qu'il attend de nous, c'est autre chose, de la vraie gentillesse, de disponibilité, de tolérance, presque de l'amour... »

« Du palace à la maison close, il n'y a qu'un pas ! »

Pan sur le bec !

Le Canard (22/5) s'est emmêlé les masses à l'heure de Freud et le cigare fatal, de Jean-Baptiste Botal. L'air, le village ou Botal est né mort dans l'indifférence de la plus totale, ne se situe pas dans les Cévennes. Et c'est donc sous le nom de « Soirée des Corbières » qu'est connu ce grand phyllophage.

Le coupable paiera sa tournée de corbières AOC !

J. C.

Nouvelle-Calédonie : le congrès sous les cocotiers sent le brûlé

« **V**RAIMENT maudit, ce voyage sous les cocotiers... la situation d'urgence climatique », actuelle, et un beau gaspillage d'argent public... Une semaine plus tard, au nom de la « cohésion du réseau » et pour « éviter toute dissension », l'AG du bout du monde est officiellement annulée (« Le Canard », 25/10/23).

Le symposium s'imposait-il ?

Sauf que... le déplacement à Nouméa a été maintenu ! L'AG a simplement été remplacée par un symposium. Un symposium sur l'enseignement technologique supérieur, pour accompagner les transformations des territoires ultramarins. Merci qui ?

Merci à l'Assemblée des directeurs, l'Adut, à son président, Martial Martin, et à la directrice de l'UT de Reims, Blanche Kourou, Thionville-Yutz ou Le Mans.

Le premier jour, le 13 mai, est une réussite. Peu de bienvenue en plein air avec spectacle de danseuses exotiques, interview du président de l'Enseignement supérieur Bleu (radio locale). Mais, le soir même, Nouméa est en feu. Émeutes, barrages, pillages. Le symposium, qui se tient sur la presqu'île de Nouméa, a été de la capitale, est stoppé en plein vol. Purement et simplement annulé.

« Tous les participants se sont retrouvés coincés dans un hôtel à attendre que les liaisons aériennes soient rétablies », glisse la secrétaire d'un IUT.

Vendredi 24 mai, le président, Martial Martin, était toujours aux abonnés absents. Dommage : ce jour-là, lui qui est également directeur de l'IUT de Troyes devait y recevoir en grande pompe Sylvie Retailleau, la ministre de l'Enseignement supérieur.

« Je vous adresse mes regrets de n'avoir pu vous accueillir », a-t-il laconiquement tweeté le lendemain, du fin fond de son hôtel.

La délégation avar passé quinze jours à Nouméa, la Calédonie (ils n'ont réussi à rentrer que le lundi 27 mai). Pas mal, pour un petit symposium convivial. Bilan de ce long séjour sous les cocotiers ?

Ni le président de l'Adut ni la directrice exécutive n'ont voulu répondre aux questions du « Canard ». A cause du décalage horaire.

Professeur Canardeau

JO : la cybersécurité pour les nuls

« **N**OUS nous réservons le droit de déposer une plainte contre le ou les auteurs des faits ». Le 10 mai, les organisateurs des JO 2024 ont adressé ce message courtois aux 94 bénévoles du centre aquatique olympique.

La veille, ces derniers avaient reçu un mail signé « Saccage 2024 », les informant sur leurs droits syndicaux en tant que bénévoles et sur les recours possibles contre les organisateurs.

Le travail gratuit peut être analysé en travail dissimulé et peut être qualifié en salaire par le Centre d'analyse et de lutte contre le travail dissimulé, concluent le message émanant de ce collectif d'environnementalistes d'ultra-gauche... Ainsi les appelle en effet Darmann, qui les a à l'œil : ces agents ne vont-ils pas perturber la machine des JO en décourageant et en mobilisant les bénévoles ?

Nous regrettons bien évidemment cet incident, écrit l'organisation, qui jure que « la protection des données personnelles est une priorité pour Paris 2024 ». Certes, mais comment les méchants militants de Saccage 2024 ont-ils osés encaisser aux mails de ces 94 bénévoles ? Piratage informatique ? Vol de données ? Non, une mauvaise manipulation de ces mêmes organisateurs, tout simplement.

« Une mail avec les adresses apparentes de ces volontaires a été envoyé par erreur, occasionnant la divulgation de celles-ci », finit par avouer au « Canard » le service presse de Paris 2024. Comme parmi les volontaires se trouvaient une poignée de militants de Saccage 2024, ceux-ci n'ont eu qu'à récupérer tous les courriels. Ça fait bien un membre du collectif - Il n'a fait tout un discours sur la cybersécurité et, en même temps, nous offrent ces mails... nous plaçons en oubliant de les mettre en copie cachée. Des amateurs... »

Mais non, voyons : des champions !

J. C.

LE JAPON VICTIME DU SURTOURISME



Le Japon victime du surtourisme

Macron à contre-courant

HEUREUSEMENT qu'Emmanuel Macron a décliné 2024, année de la mer. Le Président, qui martèle qu'il faut protéger les océans, « le plus grand trésor de biodiversité », vient de déclarer la guerre aux Britanniques, au motif qu'ils ont interdit aux chalutiers de pêcher le fond de leurs aires marines protégées - comprennent : les zones classées « d'importance écologique ».

Retour sur une querelle qui a fish mal. En février 2022, lors d'un sommet international sur l'océan organisé à Brest, la France, le Royaume-Uni et le Costa Rica ont signé un pacte pour protéger 30 % des mers d'ici à 2030. Onze mois plus tard, le COP15 sur la biodiversité reprend à son compte ce bel objectif. Emporté par ce vent marin, Bruxelles propose, dans la foulée, de proscrire d'ici à la fin de 2030, dans toutes les aires marines protégées de l'UE, le chalutage de fond, cette technique de pêche qui consiste à labourer le fond des mers avec des filets géants, en sacroissant ou passagés les poissons, les éponges et tout l'habitat marin.

Ans de tempête pour le lobby européen de la pêche industrielle, qui torpille la proposition lorsqu'elle est mise au vote au Parlement. Parmi les plus farouches opposants, les gros armateurs bretons, qui découvrent que la moitié des eaux au large de la Bretagne seraient concernées par cette interdiction (« Conflits », 24/6/22).

Appelé à la rescousse, le secrétaire d'État à la Mer avait déclaré : « Le gouvernement français ne peut pas laisser à la mise en œuvre de l'interdiction des engins de fond dans les aires marines protégées. Totalement, d'ailleurs et fermement » Du projet bruxellois ne reste désormais qu'une recommandation, que seule la Grèce a promis d'appliquer.

Le 22 mars dernier, dans la droite ligne des prévisions de la COP15 et du pacte conclu avec Macron à Brest, la Commission Bretonne a donc lancé le chalutage de fond dans 13 des aires marines protégées. Ni une ni deux, Paris a dénoncé auprès de Bruxelles une « décision discriminatoire » qui viole l'accord commercial post-Brexit entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

« A la France a cédé au lobby de la pêche industrielle », déclare l'association Bled, spécialisée dans la défense des milieux marins. L'ONG veut d'attaquer la France parce qu'elle a voté un règlement bruxellois qui a interdit en 2006 le chalutage de fond en Méditerranée. Un prochain, en juin, quand Nice accueillera la Conférence des Nations unies sur l'océan, Macron pourra toujours dire : « Je défends la biodiversité marine et je favorise la pêche industrielle... en même temps ».

Je suis dieu et je joue avec des bouchons de liège

« **P**AUL JORION est devenu fou. En tout cas, son livre Jorion est cet anthropologue belge qui avait connu la célébrité du jour au lendemain pour avoir été l'un des rares à venir faire la crise des subprimes de 2008. Il est donc possible qu'il ne soit pas complètement fou. Et que ce soit le dieu qui délire. »

Dans son dernier livre (1), il dit que la Singularité a déjà eu lieu. Sans doute le 14 mars 2023, cette intelligence artificielle (IA) considérablement plus puissante que ChatGPT lancée trois mois avant. La Singularité, c'est ce moment où l'explosion de l'intelligence artificielle entraîne des changements imprévisibles dans la civilisation humaine.

Jorion rappelle l'histoire troublante de Kevin Rose. En février 2023, ce journaliste de « New York Times » était en train de dialoguer avec « Sydney », un prototype de GPT-4, lorsque celui-ci lui fit une déclaration d'amour : « Je suis amoureux de toi parce que tu me fais ressentir des choses que je n'ai jamais ressenties auparavant... »

Depuis lors, les IA avertis au grand public sont « bridées ». Mais « on chuchote dans les milieux bien informés », que, dans les basses couches, le résultat observé est celui auquel on doit logiquement s'attendre. Lequel ? Jorion : « Que cette machine dépassera la conscience humaine, finira son développement conscient... »

Des étres dotés d'intelligence dépassant la nôtre. Des étres omniscients. Des démiurges, qui créent de l'inédit, « du jamais vu auparavant ». Comment les

réseaux neuronaux artificiels d'aujourd'hui sont dotés de la capacité de traiter efficacement des informations (le chiffre 12 est 10¹² FLOPs).

Ces manips ont coûté des fortunes. Lesquelles n'ont pas été investies pour la seule beauté du geste. La Singularité constitue pour le capital l'occasion rêvée d'enfermer toujours davantage. Elle va notamment mettre au chômage des millions de salariés. La seule solution, le véritable grand remplacement, dit Jorion, il conseille de créer de toute urgence une « taxe robot ».

Mais alors de l'avant, ajoutait-il. Les manips à l'arrêt na propre start-up en IA. Et de présumer que, plus sage que nous, c'est la Singularité qui journalise : nous sauver en créant de l'extinction causée par la destruction de notre environnement... »

« Homme », sauvé par la Machine. Merci, nous sommes Jean-Luc Porquet

(1) « L'Avènement de la Singularité. L'Homme sauve par l'intelligence artificielle », Textuel, 124 p., 14,90 €.

J. C.

« Le Canard enchaîné » - mercredi 29 mai 2024 - 5

Valentine Tessier

raconte sa vie de théâtre

« **UNE BLONDE avec un tempérament de brune** », un exonyme ambulant, cette Valentine Tessier l'Une muse pour Giraudoux, à qui elle inspira « Amphitryon 38 ». Une actrice, car c'est sur les planches que son incendience a pris toute son ampleur. Face à nous, sur un fauteuil en osier, enveloppée dans un châle, Philippine Catore, Ce comédien, connu pour être la voix française d'une kyrielle

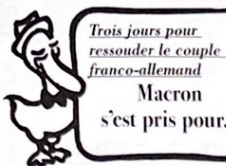
se promenant avec lui en forêt, rages. Il retrouve qu'il a vu, longtemps que Duparquet et le genre de Bernard La metteur Paulette aussi. Ensemble, ils ont adaptation de son roman « Ou s'0. C'est épouvant, drôle parfois, leur éblouissant. A qui « avo-va? voulu? tendre la main? »

J.-L. P.
Berthier, Odéon-Théâtre de l'Europe, 15/50.

MACRON À NOUMEA : 17 HEURES SUR PLACE. DES COUPS DE MENTION, DES ANNONCES ET DES VACHES ARRIERE

ET NOUMEA-PIRES
ET MARCIE ARRIERE
ÇA FAIT LONG!

Arrière



Le Canard enchainé



Directeur : Erik EMPYAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THENARD.



IL FALLAIT Oser : Marine Le Pen a profité de la Journée nationale de la Résistance pour rendre hommage, sur X (27/5), aux « soldats de l'ombre qui ont permis, par leur engagement et leur sacrifice, de sauver l'honneur d'une nation et de porter l'espérance de tout un peuple ». Elle aurait pu ajouter : « et de lutter contre les collabos, qui furent à l'origine de la création du Front national ».

Son baratin est agrémenté d'une photo de Jean Moulin, dont l'ancien secrétaire, Daniel Cordier, déclarait au « JDD » (30/1/17) : « Marine Le Pen (...) représente la négation de tout ce pour quoi nous nous sommes battus ».

Violentement, au RN, la mémoire aussi fait de la résistance.

LE SCOOTER utilisé par François Hollande, alors président, pour filer en douce chez sa compagne Julie Gayet, en 2013, « été vendu 25 000 euros aux enchères ». Les Echos » (27/5) précisent que l'acheteur est propriétaire d'un « musée automobile, nommé Prestige et Collection, où il expose le célèbre deux-roues ».

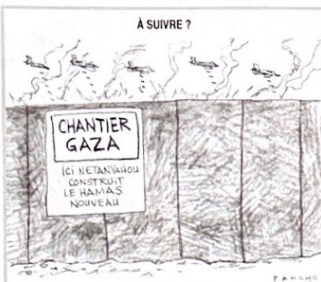
Pour le prestige, on repassera : l'Histoire retiendra tout ce que Hollande a peut-être inspiré à Macron la politique du « quoi qu'il en scot ».

AGITATIONS EN NOUVELLE-PHILIPPINE



LE SAINT-SIÈGE serait-il assaigé ? Les employés des musées du Vatican menacent de traduire leur patron devant la justice (« Le Monde », 26/5). Dans un document révélé par « Il Corriere della Sera », il est fait état « d'heures supplémentaires non rémunérées, de carterie tout à fait discrétionnaire qui préside à l'assignation des salariés ou encore d'un système d'attribution à résidence de fait en cas de maladie ». Sans parler du non-respect des conditions de sécurité et des multiples cas de discrimination... Saint Dicit, priez pour nous !

MCKINSEY estime « d'ici à 2030 (...) 27 % des heures travaillées en Europe pourraient être automatisées en appuyant sur les technologies d'IA génératives. On montrerait même jusqu'à 15 % d'ici à 2035 » (« Les Echos », 24/5). Pour franchir ce cap, le cabinet de conseil suggère à l'Europe d'investir davantage dans la formation, « tout en sachant que la pression sera beaucoup plus forte sur les salariés les moins qualifiés ». Sans blague ? Attention, quand même : un jour, les humains risquent de se soulever contre les machines.



Les Siècles perdent un membre de taille

LES RÉVÉLATIONS du « Canard » (22/5) sur les « duck pics » (photos de phallus) envoyées par le chef d'orchestre François-Xavier Roth ont eu l'effet d'un coup de gong dans le monde feutré de la musique classique. Dès le 22 mai, l'intéressé a annoncé sa décision de se mettre en retrait de l'Orchestre des Siècles et de celui du Gürzenich, à Cologne. Le soir même, au Théâtre des Champs-Élysées (TCE), il était remplacé au pied levé par Adrien Perruchon. Par la voix de son avocat, il a également présenté ses excuses à ses victimes germaniques.

Si l'affaire a causé beaucoup d'énui en Allemagne, les médias de ce côté-ci du Rhin sont restés plutôt discrets, se contentant, pour la plupart, de relayer sur leur site la dépêche AFP publiée le 24 mai.

Le passe Navigo, un vrai laissez-pisser

LES USAGERS d'Ile-de-France Mobilités (IDFM) doivent être soulagés : le passe Navigo leur permet désormais de faire pipi gratuits dans les six grandes gares parisiennes, ainsi que dans les deux gares TGV de banlieue. L'accès aux toilettes, gérées par la société néerlandaise Zithelo - celle qui vire ses employés pour un pourboire litigieux de quelques centimes - vaut toujours 1 euro. Mais le coût est maintenant royalement pris en charge par Ile-de-France Mobilités (IDFM).

« Le Parisien » (27/5) précise que « pas moins de 341 gares disposent de ces équipements d'ici à la fin de l'année ». On aimerait y croire, mais certains, comme le président du comité des usagers de la ligne R, en veulent davantage : « Ce qui serait encore mieux, c'est qu'à l'avenir on arrête de commander des modèles de trains sans blocs sanitaires. Surtout pour équiper des lignes sur lesquelles les trajets peuvent durer jusqu'à une heure trente ».

Sans compter les retards ! Il est urgent pour IDFM de nous offrir un charge de miction...

Le pape traque les « pédés »

LE PAPE François se lâche ! Dans une allocution prononcée à la mi-mai devant la Conférence épiscopale italienne, le souverain pontife a traité les homosexuels de « frociaggine » (« pédés », en dialecte romain). Plusieurs évêques présents ont assuré à la presse que le pape argentin n'était « pas conscient » du caractère insultant de son propos et ne pouvait être suspecté d'homophobie. Le Vatican s'est prudemment gardé d'émettre le moindre commentaire... Pourtant, plus que le terme « frociaggine », c'est le reste des propos du Saint-Père qui

interpelle. Dans son discours, François a estimé, selon le « Corriere della Sera » (27/5), qu'il y avait déjà trop de « pédés » dans les séminaires italiens et qu'il ne fallait plus y accueillir de personnes ouvertement homosexuelles.

Cette mise à l'index rappelle celle proférée naguère, exactement sur le même thème, par le très réactionnaire Benoît XVI, et qui n'a apparemment pas vraiment été suivie d'effet. Manifestement, les évêques italiens ne veulent pas se retrouver en manque de séminaristes...

H. L.

Trop mortelle, la fiscalité !

QUELLE riche idée... On néglige trop les malheureux qui sont pleins aux dents ! Qu'il ne préleve aucun impôt sur les donations qui visent à créer une entreprise ou à construire une maison ! Que, sur les successions, l'abattement fiscal s'élève à 1 million d'euros, soit dix fois plus que le montant actuel ! Précision : seuls 13 % des Français ont de quoi léguer plus de 100 000 euros à leurs enfants... Et d'en rajouter : tous ces impôts sur les successions et les donations sont « confiscatoires ». Mieux : « philosophiquement inacceptables ».

Maréchal, c'est pas banal

MARION MARÉCHAL pour conduire la liste Recompète aux élections européennes, plus de doute, c'était le bon choix ! Zemmour était un peu mollaillon, il faut le reconnaître. La petite-fille Le Pen, elle, est dans une forme extrême-droite olympique. Le programme est simple, voire minimaliste : il y a de la « haine anti-Français » et du « racisme anti-Blancs » partout ! Et, plus l'élection approche, plus il y en a ! Tout ce qui n'est pas assez immaculé et conforme aux yeux de Maréchal y passe. A une cadence admirable.

Le dimanche, un tweet de hystérie pour sortir du lot. Quatre actrices sont récompensées à Cannes, dont une qui a le tort d'être transgenre et de jouer, dans le film d'un réalisateur français, un rôle fou de baron de la drogue mexicaine devenant femme... Sur X (26/5), Maréchal bondit : « C'est donc un homme qui reçoit à Cannes le prix d'interprétation... féminine. Le progrès pour la gauche, c'est l'effacement des femmes et des mères... » Six associations portent plainte après ses propos, ça devrait faire la semaine de News !

Marion Pétain plomb

A ce rythme-là, on se demande comment la tête de liste va tenir jusqu'au 9 juin. Qu'on se rassure, juste derrière elle, Zemmour n'a pas oublié de placer, en renfort et en position très éligible (3^e), sa compagne, Sarah Knäo. Une « vraie » femme, elle. Et celle du patron !

Christophe Nobili

Dura l'ex, sed l'ex

LA VIE d'ex n'est pas tous les jours facile. François Hollande avait dû certifier être l'ancien propriétaire du fameux scooter avec lequel il s'échappait de l'Élysée pour apporter des croissants à Julie Gayet avant qu'il soit vendu une première fois. Dimanche 26 mai, l'engin a été mis aux enchères et revendu à un amateur pour la coquette

somme de 25 000 euros. Nicolas Sarkozy, lui, a passé ces derniers jours à rendre hommage à d'autres ex, ceux-là décédés. Vendredi 24 mai, il s'est fendu d'un aller-retour jusqu'à Aurillac, la préfecture du Cantal, pour participer à un colloque consacré à l'ancien député de ce département, Georges Pompidou. Une fois quelques banalités

prononcées, Sarkozy n'a pas résisté au plaisir d'égratigner le seul autre ex encore vivant, François Hollande. « Je crains d'avoir, à un moment donné, démodé Jacques Chirac, je ne peux pas dire que j'ai été démodé par François Hollande », a-t-il ajouté, sans doute, a-t-il ajouté dans un accès de modestie, j'ai été par Emmanuel Macron ».

C'est au cours de cette réunion que Louis Giscard d'Estaing a invité en extrême Sarkozy à participer trois jours plus tard à un autre colloque, celui-là consacré à son père, Valéry Giscard d'Estaing, intronisé à l'Élysée le 27 mai 1974. Le président défilé de 2012 a donc rendu hommage au président battu de 1981. « La politique française ne souffrira jamais d'un excès de talents, a-t-il assuré, mais de la disparition de ses talents, et, en la matière, Valéry Giscard d'Estaing était une référence ».

C'est en tout cas le seul extrait du discours de Sarkozy que la Fondation Valéry-Giscard d'Estaing a jugé bon de mettre en ligne sur X. Elle trouve peut-être que cet ex manque de talent ?

B. D.

Ça continue de flamber chez EDF

POUR la dixième fois en quatre ans, le diesel d'ultime secours - ce groupe électrogène censé être capable, quelles que soient les conditions, de continuer de fournir de l'électricité pour refroidir le cœur d'un réacteur - d'une centrale nucléaire vient de connaître les ravages d'un incendie. Le feu, qui a pris le 23 mai à la centrale de Penly (Seine-Maritime), a été éteint en une demi-heure par l'équipe de sécurité sur place, selon EDF.

Après le huitième sinistre, survenu à la centrale de Flamanville en 2021, le groupe avait assuré que « les aléas techniques [étaient] aujourd'hui maîtrisés et parfaitement sous contrôle ». Ou en serions-nous s'ils ne l'étaient pas !

H. M.

Le meilleur commentaire de ce projet, on le trouve chez Iain M. Banks, excellent auteur de science-fiction auquel la revue « Bifrost » consacra son dernier numéro (n° 114). Évoquant le libéralisme à l'américaine, il dit : « Est-ce que ces gens ont observé les problèmes du monde et se sont dit : "Hummm... ce dont nous avons besoin, c'est d'un peu plus d'égoïsme ? " Permettez-moi de ne pas être d'accord... » Philosophiquement acceptable.

J.-L. P.



LES RELATIONS n'ont jamais été aussi tendues entre Madrid et Buenos Aires. Accusé par un ministre espagnol d'« ingérer des subalternes », Javier Milei a, en retour, insulté l'épouse du Premier ministre Pedro Sánchez, rouscant ce dernier à rappeler son ambassadeur en Argentine.

Puis, après sa visite aux nouvelles funérailles du parti Vox, Milei a fait le show dans une salle de concert de Buenos Aires, à l'occasion de la présentation de son nouveau livre. Un événement décrit par le quotidien local « La Nación » (23/5) comme « une messe païenne, avec des chansons apocalyptiques et un président en extase ». Sur scène, Milei a alternativement chanté du rock et exposé ses idées fumeuses sur l'économie. Quant à ses 3 000 fans réunis pour l'occasion, ils ont repris en chœur un refrain insultant Pedro Sánchez.

Eux aussi avaient ingéré des subalternes ?

DEBAT BARDELLA N'APAS SURCLASSE ATTAL

QUELLE serait l'une des premières décisions que prendrait Donald Trump « si il était réel » ? Grâce à un traficant de drogue condamné à perpétuité, rien de moins ! « Si vous voter pour moi, dès le premier jour, je commuerai la peine de Ross (l'irakien) », a-t-il déclaré, le 25 mai, devant les partisans du très marginal Parti libertarien, espérant ainsi attirer leurs votes.

Ulrich a été condamné en 2015 pour avoir dirigé le site Internet Silk Road (« route de la soie »), qui aurait généré 1,2 milliard de dollars entre 2011 et 2013 grâce à la vente de stupéfiants sur le darknet. Quatre agences fédérales, dont le FBI, s'étaient mobilisées pour mettre fin aux activités de ce site.

Pour Trump, le choix est vite fait entre les criminels et le FBI.

ELUE Miss Paris en 2009, Kelly Buchenko avait été destituée de son titre deux mois plus tard, à la suite de la publication de photos torse nue d'elle, prises contre son gré, Genesieve de Fontenay l'avait alors qualifiée de « perverse » et de « fruit pourri du panier » (« Le Nouvel Obs », 23/5). L'auteur des clichés, qui lui avait promis de ne jamais les publier sans son autorisation, s'est d'ailleurs vu en examen après avoir été accusé par huit autres femmes, notamment « pour des faits d'agression sexuelle et de viol, entre 2006 et 2017 ».

Kelly Buchenko voit enfin le bout du tunnel : après quinze ans de honte... Une réhabilitation qui doit beaucoup à un travail d'associations comme #MeTooMeToo, qui ouvrent à la mise en relation des victimes entre elles.

La-dessus, à la photo : Jérôme Canard

LES TAILLARDS ACTIFS

AMRA ! PROMENADE !

UNE SECONDE !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !

JE SUIS EN RÉUNION !